

Gaza : des citoyens de Sambre-Avesnois se mobilisent

Un collectif de citoyens interpelle les parlementaires (députés sénateurs, députés européens) afin qu'ils condamnent l'agression israélienne contre Gaza et fassent entendre « les valeurs de la France ». Des manifestations auront de nouveau lieu à Maubeuge et à Lille ce week-end.



A l'instar des manifestations de ces dernières semaines à Lille, des citoyens se mobilisent aussi dans la Sambre-Avesnois pour faire entendre la voix de la justice et de la paix.

Un collectif de citoyens et militants associatifs, syndicaux et politiques de la Sambre-Avesnois ont décidé d'interpeller les parlementaires du Nord (Christian Bataille et Rémi Pauvros pour les députés de la Sambre) à propos de « l'escalade meurtrière » à Gaza. « Notre conscience citoyenne nous oblige à vous écrire » lancent-ils dans ce courrier adressé aux députés et sénateurs du Nord et du Pas-de-Calais. « Ce qui est intolérable, et que l'on ne peut pas discuter, c'est de voir que notre président de la République a soutenu et justifié le massacre d'une population

qui, depuis 2007, est soumise à un blocus meurtrier et illégal. Cette population que l'on qualifie de "terroriste" subit aujourd'hui l'agression d'un Etat qui ne respecte toujours pas le droit international » poursuivent les signataires.

Ceux-ci demandent aux élus de « prendre une position fidèle aux valeurs de la France, valeurs qui ont toujours été mises au service des

victimes et des opprimés. La tradition française a toujours été une tradition de soutien et d'aide aux peuples en détresse ».

Silence pernicieux

Ils dénoncent le « silence pernicieux », la « complicité inavouée, voire pire, assumée » et demandent aux parlementaires à « s'indigner » de

l'agression israélienne, que ce soit « par le biais de la presse, par un communiqué officiel ou lors des questions au gouvernement ». « Ce qui nous importe, c'est que vous preniez conscience de votre influence sur les décisions de la Nation mais surtout, que vous preniez conscience que les citoyens qui vont ont élu sont attentifs à vos prises de position ». Ils indiquent qu'ils tiendront compte du positionnement de élus « pour les prochaines élections ».

Ces signataires s'adressent également aux députés européens. L'Union européenne est en effet lié par un accord de coopération avec Israël et entretient des liens avec ce pays.

Stopper l'accord UE/Israël

« A ce jour, la communauté internationale n'a pas fait assez pour arrêter le régime d'occupation israélien » écrivent-ils. « Bien que des directives aient été émises interdisant aux institutions de l'UE de sponsoriser ou de financer des organismes de recherche et les activités des colonies et que 20 pays européens aient publié des avertissements officiels à leurs citoyens et aux entreprises, à l'encontre des relations commerciales et financières avec ces colonies, ce n'est pas suffisant. Ces mesures ne remettent pas en cause sérieusement la politique israélienne en Palestine occupée. L'Europe pourrait faire beaucoup mieux. Dans d'autres situations, l'Union européenne a pris des sanctions économiques contre des pays dont elle condamnait la politique étrangère »

ajoutent les signataires. Ils demandent donc à l'UE d'« utiliser tous les outils diplomatiques et économiques à sa disposition pour mettre Israël au ban de la communauté internationale, jusqu'à ce qu'il respecte les lois internationales, les résolutions de l'ONU à son encontre, et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». « Votre responsabilité est écrasante », insistent-ils. « L'absence de condamnation européenne à son égard est un encouragement à la poursuite de sa politique de colonisation, d'agression permanente contre le peuple palestinien ». Selon eux, il faut stopper l'accord d'association entre l'UE et Israël.

BC

Parmi les signataires de cette lettre, des militants associatifs comme Nasser Achour (Place Publique), Salem Bembourek (AFPS), Zohra Meghaghi (collectif « Les enfants de Gaza »), Dominique Delcroix, Alix Desse (Réinventons Maubeuge), des syndicalistes, comme Nelly Farkas (SNUIPP-FSU), Jean-Luc Hulin (CGT Areva), Alain Locqueneux (CGT Vallourec), Didier Rombure (CGT MCA), des élus et responsables du PCF (Xavier Dubois, conseiller municipal de Maubeuge), Zoltan Farkas (PCF) Feignies), Jean Fourneau (ancien adjoint au maire de Maubeuge), Annick Mattighello (maire (PCF) de Louvroil, conseillère régionale)...

Des manifestations de solidarité ce week-end

Maubeuge

• 23 août : Rassemblement et lâcher de ballons, 15h, Place de l'Industrie

• 30 août : Manifestation unitaire 15h, rendez-vous rue d'Artois aux Provinces Françaises - Prises de paroles, interpellation du maire et du député, dépôt de gerbe. Soutenus par Place publique, l'Association France-Palestine Solidarité, le PCF, l'Union des Juifs Français pour la Paix, Femmes solidaires, le SNUPDEN-FSU, Hainaut Avenir Environnement, la Confédération paysanne, Ligue des Droits de l'Homme, le Parti de Gauche, Europe Ecologie-Les Verts, la Cimade Maubeuge

Lille

• 24 août : Manifestation, 11h, métro Wazemmes - A l'appel de AFPS Nord-Pas de Calais, Communauté palestinienne du Nord, MRAP, Union syndicale Solidaires, CSP 59, collectif Afrique, PCF, UJCF, Coordination communiste,



La chronique d'Eric Bocquet

Molière vs Shakespeare

Le 4 août dernier marquait le 20^e anniversaire d'une loi qui fit beaucoup causer à l'époque, et dont la commémoration est passée complètement inaperçue. Rien à voir bien sûr avec l'abolition des privilèges de la nuit du 4 août des révolutionnaires de 1789, non je veux parler de la Loi Toubon ; du nom de l'ancien ministre de la Culture de l'époque, relative à l'emploi de la langue française dans notre vie de tous les jours. Vingt années plus tard, à l'évidence, mondialisation, financiarisation et nouvelles technologies ont accéléré « l'invasion » des termes anglo-saxons dans nos sociétés modernes. Citons pêle-mêle certains d'entre eux particulièrement usités : prime time, start up, mail, low cost, benchmarking, marketing, flyer, etc...

Sollicité par l'association « Courriel » qui milite pour la défense légitime de la langue française, j'ai interpellé Aurélie Filipetti, ministre de la Culture le 8 juillet dernier à ce sujet dans une séance de questions orales, chacun pourra prendre connaissance de sa réponse disponible sur le site du Sénat, chacun ainsi se forgera une opinion. Pour ma part j'ai été sensible à l'engagement de cette association dont le combat n'est ni cocardier, ni franchouillard ni étroitement identitaire ; bien sûr les langues s'enrichissent elles mutuellement depuis des siècles et ceci les rend



plus belles et solides, une langue est un corps vivant, d'ailleurs l'apprentissage d'une langue étrangère permet à l'étudiant de réfléchir sur sa propre langue, sa culture et son histoire ; tout cela est passionnant ! D'où l'urgence de préserver la diversité des langues enseignées dans notre système éducatif, parler une autre langue c'est aussi mieux comprendre les hommes et les femmes qui la parlent.

Ce qui doit alerter dans la domination croissante de l'anglais dans le monde ; c'est qu'une langue, au delà des mots qu'elle remplace progressivement, installe une nouvelle réalité, de nouveaux concepts et à terme un modèle économique et politique nouveau. Excessif pensent certains... Regardez à quel point le monde de l'entreprise et plus particulièrement encore le monde de la finance use et abuse de termes anglo-saxons, en plus ceci présente l'autre avantage de rendre opaque ce monde au commun des mortels que nous sommes. Défendre la langue française est donc aussi un moyen de contester la finance mondialisée. Mais encore une fois mon propos n'est pas de déclencher une guerre linguistique défensive, j'aime Molière and I love Shakespeare too ! Vive la diversité. Allez, bye, bye...

Eric Bocquet est sénateur (PCF) du Nord